

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission CSPS : Catégorie 2

Indice	Date	Modifications	Rédaction
2	14/10/2025	PGC du 14/10/2025 Commentaire : Réception du DCE phase 2 - Mise à jour pour intégration des travaux de reconstruction.	Jeremy CHAINARD
1	23/07/2025	PGC indice 1 du 23/07/2025 Commentaire : Mise à jour 2.2.2 / 5.1.4 / 5.1.8. Ajout annexe "Fiche de Classification des Prestataires".	Jeremy CHAINARD
0	04/07/2025	PGC indice 0 du 04/07/2025	Jeremy CHAINARD

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

1.1.1. Liste des intervenants

1.2. Liste des lots

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

1.4. Description de l'opération

1.4.1. Phasage des travaux

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sols

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

2.2.2. Réseaux enterrés

2.2.3. Réseaux aériens

2.3. Matériaux dangereux (amiante, plomb, silice cristalline)

2.3.1. Amiante

2.3.2. Plomb

2.3.3. Silice cristalline

3. MESURES GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

3.3.2. Branchement en eau

3.3.3. Branchement en électricité

3.3.4. Branchement d'assainissement

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

3.4.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation

3.4.3. Identification du personnel et accès au chantier

3.4.4. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

3.4.5. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

3.4.6. Base vie - Modalités d'organisation

3.4.7. Base vie - Effectif de dimensionnement

3.4.8. Base vie - Définition des installations

3.4.9. Base vie - Installations complémentaires

3.4.10. Base vie - Entretien des installations

3.4.11. Sécurité incendie des installations

3.4.12. Installations de distribution électrique

3.4.13. Installations d'éclairage

3.4.14. Vérification réglementaire des installations électriques

3.4.15. Entretien des installations électriques

3.4.16. Points d'eau et d'évacuation

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

3.5.1. Planification et organisation des livraisons

3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

3.5.3. Manutentions et levages

3.5.4. Moyens de levage propre à chaque lot

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

- 3.6.1. Accès des véhicules et stationnement
- 3.6.2. Accès dans le bâtiment
- 3.6.3. Accès dans les combles
- 3.6.4. Voie piétonne
- 3.6.5. Voirie de chantier stabilisée - Bande de roulement périphérique aux bâtiments
- 3.6.6. Entretien des voies

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

- 3.7.1. Protection en rive des fouilles
- 3.7.2. Protection des rives de dalles
- 3.7.3. Protection des trémies et réservations
- 3.7.4. Protection des baies en façades
- 3.7.5. Protection de rives en toiture terrasse
- 3.7.6. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes
- 3.7.7. Pose de garde-corps définitifs sur passerelles et planchers métalliques

3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

- 3.8.1. Gestion des déchets - Mode d'organisation
- 3.8.2. Bennes à gravats et déchets
- 3.8.3. Nettoyage et évacuation des déchets

3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

- 3.9.1. Moyen d'alerte des secours
- 3.9.2. Consignes de sécurité
- 3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail
- 3.9.4. Matériel de secours

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

- 4.1.1. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante
- 4.1.2. Travaux de VRD
- 4.1.3. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement
- 4.1.4. Travaux de fondations
- 4.1.5. Reprises en sous-œuvre
- 4.1.6. Travaux de maçonnerie et de gros-œuvre
- 4.1.7. Protections collectives contre le risque de chute de hauteur
- 4.1.8. Ouvrage avec risques de chute de hauteur
- 4.1.9. Travaux de montage et de reprise de charpentes
- 4.1.10. Travaux de couverture
- 4.1.11. Travaux d'étanchéité
- 4.1.12. Echafaudages
- 4.1.13. Travaux de menuiseries extérieures
- 4.1.14. Travaux en façade - Enduits
- 4.1.15. Travaux de plâtrerie
- 4.1.16. Travaux des lots techniques
- 4.1.17. Travaux de revêtement de sols
- 4.1.18. Travaux en hauteur
- 4.1.19. Prévention du risque incendie
- 4.1.20. Utilisation de produits dangereux ou à risques

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

- 5.1.1. Plan Général de Coordination
- 5.1.2. Désignation des entreprises
- 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 5.1.4. Prestataires de services et travailleurs indépendants
- 5.1.5. Présence de personnel étranger
- 5.1.6. Inspection commune
- 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé
- 5.1.8. Définition des personnes autorisées
- 5.1.9. Rôle du coordonnateur
- 5.1.10. Registre journal

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

7 ANNEXES

7.1 Fiche de Classification des Prestataires.pdf

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	ESID METZ	1, rue du Maréchal Lyautey 57044 Metz
Maître d'oeuvre	ESID METZ - USID DE BESANCON	Quartier Ruty - 64 Rue Bersot - BP 21437 25007 Besançon Cedex
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	19 avenue Françoise Giroud HELIOS PARK 21000 Dijon
Organisme de prévention	OPPBTP	6 RUE SAINT JOHN PERSE 21000 DIJON
CARSAT	CARSAT BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	46 RUE ELSA TRIOLET 21000 DIJON
Inspection du Travail des Armées	CONTROLE GENERAL DES ARMEES / ITA	60 BOULEVARD DU GENERAL MARTIAL VALIN 75015 PARIS
Coordonnateur SPS suppléant	SOCOTEC	19 avenue Françoise Giroud HELIOS PARK 21000 Dijon

1.2. Liste des lots

La liste des entreprises titulaires de lots retenues par le maître d'ouvrage et des sous-traitants déclarés par les titulaires de lot(s), ainsi que leurs effectifs et leur nombre total, sont portés et tenus à jour au titre du Plan Général de Coordination lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner totalement à la date d'envoi de la déclaration préalable.

Le présent article renvoie au chapitre I du registre journal de coordination où les éléments visés ci-dessus sont tenus à jour régulièrement.

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
0.1 - Désamiantage	WIG FRANCE (Titulaire)	PÔLE INDUSTRIEL TOUL EUROPE - 175 RUE MARIE MARVINGT 54200 TOUL	Tél : 07 50 65 17 19 Email : thomas.pailler@wigfrance.fr
0.2 - Curage – Démolition	FRANCK FER (Titulaire)	16 RUE MONTAIGNE 62670 MAZINGARBE	Tél : 06 42 95 98 87 Email : jeancharles.facheaux@varet- franckfer.fr
1 - VRD			
2 - Maçonnerie traditionnelle			
3 - Gros Oeuvre			
4 - Charpente			
5 - Couverture			

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
6 - Toiture-terrasse			
7 - Cloisonnement – Doublages			
8 - Serrurerie – Menuiseries extérieures			
9 - Carrelage – Faïences			
10 - Peintures			
11 - Chauffage			
12 - Ventilation			
13 - Plomberie – Sanitaire – ECS			
14 - Air comprimé			
15 - Electricité – CFO			
16 - Electricité – CFA			

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

Le Plan Général de Coordination, indice 0, concerne uniquement les travaux de désamiantage et de démolition de la phase 1.

Une mise à jour sera faite avant la consultation des entreprises, pour la phase 2 du projet (travaux de réhabilitation et de construction).

1.4. Description de l'opération

1.4.1. Phasage des travaux

Travaux concernant la réalisation d'une armurerie centralisée sur l'emprise de l'ancien ordinaire, en rénovant/reconstruisant les bâtiments 017/018/019, qui comportera les fonctions suivantes :

- Stockage (alvéoles armement, magasin optronique, caisserie, ...)
- Atelier (Atelier maintenance armement, bureau, nettoyage, ...)
- Zone vie (Chambres permanent, salle de repos, vestiaires, sanitaires, ...)

Les travaux seront réalisés en deux phases :

- une première phase « démolitions et prérequis » comprenant essentiellement le désamiantage, dévoiement de réseaux et démolition des bâtiments 017 et 019.
- une deuxième phase « construction de l'armurerie » qui comprendra la réalisation TCE hors prérequis.

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sols

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le maître d'ouvrage a confié une étude géotechnique préalable, du type G2 AVP à la société DMTR BOURGOGNE.</p> <p>L'étude est jointe au dossier de consultation des entreprises.</p>	<p>Maître d'ouvrage Tous Corps d'état</p>
<p>L'étude géotechnique a permis de proposer que les fondations soient de type : fondations superficielles (semelles filantes et/ou isolées, massifs) à semi-profondes (puits) ancrées de 0.30 m minimum dans les Sable limoneux de bonne compacité, satisfaisante pour le projet.</p> <p>L'entreprise titulaire du lot n°3 - Gros Œuvre devra la réalisation d'une étude G2 PRO pour définir les fondations. Une copie du rapport G2 PRO sera transmise au coordonnateur SPS pour inscription au registre journal.</p>	<p>Maître d'ouvrage Maître d'œuvre 3 - Gros Oeuvre</p>
<p>Les entreprises intervenantes devront impérativement prendre connaissance des résultats de l'étude géotechnique et intégrer les contraintes identifiées dans leurs méthodologies d'intervention.</p> <p><u>Ces éléments devront être particulièrement pris en compte pour :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'implantation et l'installation des engins de terrassement et des appareils de levage, - la stabilisation des plateformes de travail temporaires, - les dispositifs de blindage et de soutènement nécessaires le cas échéant. 	<p>1 - VRD 2 - Maçonnerie traditionnelle 3 - Gros Oeuvre 4 - Charpente 5 - Couverture 6 - Toiture-terrasse 8 - Serrurerie – Menuiseries extérieures 11 - Chauffage 12 - Ventilation 15 - Electricité – CFO</p>

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage devra établir une déclaration de projet de travaux auprès du guichet unique de déclaration (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr).</p> <p>Les entreprises devront préalablement à leur intervention établir une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) auprès du site.</p> <p>Les éléments de réponse seront transmis en copie au coordonnateur SPS. Les travaux ne pourront débuter tant que les réponses aux DICT n'auront pas été transmises à l'entreprise.</p>	<p>Maître d'ouvrage 1 - VRD 3 - Gros Oeuvre</p>
<p>La déclaration de travaux n'a pas été transmise au coordonnateur SPS à la date de rédaction du présent Plan Général de Coordination.</p>	<p>Maître d'ouvrage</p>

2.2.2. Réseaux enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
Présence de réseaux concessionnaires jusqu'en pénétration des bâtiments existants.	Maître d'ouvrage
<p>Le maître d'ouvrage devra transmettre aux entreprises les plans de repérage des différents réseaux existant dans les bâtiments, préalablement au démarrage des travaux.</p> <p>Les entreprises devront ensuite consigner avant démarrage des travaux, sur leurs réseaux respectifs, les parties de réseaux concernant leurs zones de travaux.</p>	<p>Maître d'ouvrage</p> <p>11 - Chauffage</p> <p>12 - Ventilation</p> <p>13 - Plomberie – Sanitaire – ECS</p> <p>15 - Electricité – CFO</p> <p>16 - Electricité – CFA</p>
<p><u>Attestations de consignation de réseau :</u></p> <p>- <u>Gaz</u> : le réseau de gaz des différents bâtiments a été consigné préalablement au démarrage de l'opération.</p> <p>Le maître d'ouvrage devra transmettre aux entreprises les attestations de déconnection de l'alimentation des bâtiments. L'attestation de purge du réseau devra également être transmise à l'entreprise en charge de la dépose, afin de s'assurer de l'absence de résidus de gaz dans les tuyaux.</p> <p>- <u>Electricité</u> : l'entreprise titulaire du marché n°15 doit s'assurer de la consignation des réseaux et s'assurer de l'absence d'électricité dans les zones de travaux, selon les informations transmises par le maître d'ouvrage pour la coupure générale ou la consignation partielle d'une zone (via TGBT ou tableau divisionnaire par exemples).</p> <p>- <u>Eau</u> : l'entreprise titulaire du marché n°13 doit s'assurer de la consignation des réseaux et s'assurer de l'absence d'arrivée d'eau dans les zones de travaux, selon les informations transmises par le maître d'ouvrage pour la coupure générale ou la consignation partielle d'une zone.</p>	<p>Maître d'ouvrage</p> <p>15 - Electricité – CFO</p> <p>13 - Plomberie – Sanitaire – ECS</p>
Avant le démarrage des travaux de terrassement, l'entreprise responsable s'assurera sur le site de l'emplacement et de la nature des réseaux pouvant se trouver dans les zones à terrasser. Elle matérialisera au préalable les réseaux existants.	1 - VRD

2.2.3. Réseaux aériens

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Présence de lignes électriques en façades du bâtiment 018.</p> <p>L'alimentation électrique des lignes passant en façades devra être coupée préalablement au dévoiement ou la suppression des lignes, selon les indications transmises par le maître d'ouvrage pour la coupure générale ou la consignation partielle d'une zone (via TGBT ou tableau divisionnaire par exemples).</p>	<p>Maître d'ouvrage</p> <p>15 - Electricité – CFO</p>

2.3. Matériaux dangereux (amiante, plomb, silice cristalline)

2.3.1. Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Rapport de mission de recherche d'amiante et de HAP dans les enrobés bitumineux, établi le 12/04/2024, par la société BUREAU VERITAS EXPLOITATION, sur les voiries aux abords des bâtiments.</p> <p>Ce rapport met en évidence l'absence d'amiante dans les échantillons et une somme des HAP permettant le recyclage des matériaux.</p> <p>Les matériaux amiantés, identifiés préalablement au démarrage de la phase de démolition, ont fait l'objet d'un retrait.</p>	<p>Maître d'ouvrage</p> <p>Tous Corps d'état</p>

2.3.2. Plomb

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'ouvrage a fait réaliser un diagnostic amiante plomb travaux par la société BUREAU VERITAS : rapport n°22308479-19 en date du 27/06/2024 pour le bâtiment 18.	Maître d'ouvrage Tous Corps d'état
Les deux rapports n'ont pas conclu en la présence de revêtements contenant du plomb. Ils ont été joints au dossier de consultation des entreprises.	Maître d'ouvrage Tous Corps d'état

2.3.3. Silice cristalline

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux à sec de ponçage, carottage, percement, tronçonnage, démolition manuelle, sablage, décapage, balayage, soufflage devront se faire avec le recours d'équipements équipés de captage par aspiration des poussières à la source.	Tous Corps d'état
Les zones de travaux intérieurs avec risque d'émission de poussières à silice cristalline devront être interdites d'accès aux autres intervenants. Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant l'accès à la zone présentant un risque.	3 - Gros Oeuvre 7 - Cloisonnement – Doublages 9 - Carrelage – Faïences

3. MESURES GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le planning de réalisation, à établir au démarrage du chantier, fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'états.</p> <p><u>Les risques d'interférences entre entreprises doivent être minimisés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - en évitant les programmations simultanées dans une même zone, - en organisant des interventions successives par zones, - en évitant les travaux superposés, sans mesures spécifiques, - en facilitant les interventions en termes de flux (matériel, matériaux) et de mutualisation des moyens. 	Maître d'œuvre

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

Dispositions prévues	A la charge de
<p><u>Pour la phase 2 (réhabilitation), le maître d'œuvre établira un plan guide d'installation de chantier qui fera apparaître :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les délimitations de l'opération, - les accès aux bâtiments, - l'emplacement des zones de stockages envisagées, - l'emplacement des points de raccordement en électricité, téléphone, eau potable et assainissement, - l'emplacement des zones de stationnement envisagée. 	Maître d'œuvre

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les réseaux et branchements seront opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.	Maître d'ouvrage

3.3.2. Branchement en eau

Dispositions prévues	A la charge de
Utilisation d'un point de raccordement existant sur site. Le raccordement se fera à l'emplacement désigné par l'exploitant du site.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre 3 - Gros Oeuvre

3.3.3. Branchement en électricité

Dispositions prévues	A la charge de
Utilisation du point de raccordement en électricité présent sur site et désigné par l'exploitant.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre 3 - Gros Oeuvre

3.3.4. Branchement d'assainissement

Dispositions prévues	A la charge de
Utilisation d'un point de raccordement existant sur site. Le raccordement se fera à l'emplacement désigné par l'exploitant du site.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre 3 - Gros Oeuvre

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier**3.4.1. Plan d'installation de chantier**

Dispositions prévues	A la charge de
Le titulaire du lot n°3 transmettra son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et de l'exploitant du site, en concertation avec le coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée des travaux de l'entreprise.	3 - Gros Oeuvre
<u>Sur ce plan figureront notamment :</u> - l'implantation des clôtures délimitant les contours de l'opération (voie d'accès comprise), - les accès et sorties du site à la zone de chantier, - la zone des cantonnements et bureaux de chantier, - les zones de stockage, - l'implantation des armoires de distribution électrique, - les points d'eau, - la zone pour les bennes à déchets.	3 - Gros Oeuvre

3.4.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
Une clôture autour de la voie d'accès au chantier et de la zone d'emprise sur le site sera prévue pendant toute la durée des travaux. Elle sera installée dès le démarrage des travaux de curage et de démolition. Elle sera constituée par des panneaux métalliques grillagés, d'une hauteur de 2,00m, fixés sur des plots béton et reliés entre par des connecteurs. La stabilité devra être assurée en permanence. L'entreprise devra la maintenance et l'adaptation des clôtures pendant toute la durée de l'opération.	3 - Gros Oeuvre
La clôture sera soit éclairée, soit équipée d'un dispositif réfléchissant, en cas d'emprise sur les voies de circulation du site.	3 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée des travaux de l'entreprise.	3 - Gros Oeuvre

3.4.3. Identification du personnel et accès au chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail.	Tous Corps d'état
<p>Le chantier et ses installations seront localisés dans une enceinte militaire fermée, dont l'accès est contrôlé et réglementé.</p> <p><u>À ce titre, chaque entreprise doit diffuser au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, au plus tard 1 semaine avant le démarrage de ses travaux ou en cas de modification d'organisation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste du personnel amené à travailler sur le chantier, - une copie de la pièce d'identité du personnel amené à travailler sur le chantier, - le document complété pour le contrôle primaire (document SOPHIA), - la plaque d'immatriculation et la copie de la carte grise de chaque véhicule amené à accéder au chantier. 	Tous Corps d'état
<p>L' accès au chantier se fera obligatoirement à partir du portail dédié, situé à côté du bâtiment 21 et indiqué par l'exploitant du site lors de la visite préalable au démarrage de l'opération.</p> <p>Un personnel militaire du site sera présent aux heures d'arrivée et de départ du chantier, indiquées au plus tard 1 semaine à l'avance par chaque entreprise, pour ouvrir et fermer le portail d'accès.</p>	Tous Corps d'état
<p>Pour les livraisons et accès ponctuels, une personne de l'entreprise concernée (autorisée à accéder au site et au chantier via son autorisation délivrée à la suite de son contrôle primaire) devra accompagner en permanence les véhicules et personnels extérieurs à l'opération.</p> <p>Le poste de garde devra avoir été prévenu au préalable, à minima 48 heures à l'avance, pour prévoir l'ouverture et la fermeture du portail dédié par un personnel militaire.</p>	Tous Corps d'état

3.4.4. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération, au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	3 - Gros Oeuvre

3.4.5. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération, au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	3 - Gros Oeuvre

3.4.6. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
<u>Sanitaires - Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoire :</u> Les installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	3 - Gros Oeuvre
<u>Sanitaires - Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoire :</u> La mise en place se fera pendant la période de préparation du chantier. L'entreprise devra les raccordements aux installations d'électricité, eau et assainissement.	3 - Gros Oeuvre
L'entreprise devra l'adaptation des installations communes pendant toute la durée de l'opération. <u>À savoir :</u> - déplacement de la base de vie, suivant les nécessités des travaux, - adaptation du dimensionnement en fonction de l'évolution des effectifs des personnels. Les équipements seront prévus pour recevoir du personnel féminin si nécessaire.	3 - Gros Oeuvre
Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.	3 - Gros Oeuvre

3.4.7. Base vie - Effectif de dimensionnement

Dispositions prévues	A la charge de
Les sanitaires, vestiaires et le réfectoire seront dimensionnés pour recevoir l'effectif prévisionnel du chantier, transmis en période de préparation (non communiqué au coordonnateur SPS au moment de la mise à jour du PGC en indice 1).	3 - Gros Oeuvre

3.4.8. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
<u>Vestiaires :</u> Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés l'hiver et rafraichis à l'aide d'un dispositif de régulation de température, aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.	3 - Gros Oeuvre
<u>Sanitaires de la base de vie :</u> Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés l'hiver, aérés. Les locaux seront, équipés à minima d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche et d'un point d'eau à température réglable pour 10 personnes.	3 - Gros Oeuvre
<u>Réfectoire :</u> Bungalow dédié, éclairé naturellement et artificiellement, chauffé l'hiver et rafraichi à l'aide d'un dispositif de régulation de température. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, d'un moyen de chauffe-plats et d'un réfrigérateur.	3 - Gros Oeuvre

3.4.9. Base vie - Installations complémentaires

Dispositions prévues	A la charge de
Pour la mise en place d'installations complémentaires, les entreprises concernées feront part en réunion préparatoire de leurs besoins pour l'organisation de la base de vie.	Tous Corps d'état

3.4.10. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien des installations sanitaires, vestiaires, réfectoire et le nettoyage hebdomadaire des bureaux et de la salle de réunion. Elle sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	3 - Gros Oeuvre

3.4.11. Sécurité incendie des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Les locaux d'accueil du personnel seront équipés d'extincteurs appropriés aux différents risques.	3 - Gros Oeuvre

3.4.12. Installations de distribution électrique

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état
L'entreprise devra la fourniture du tableau général de chantier. Le raccordement se fera depuis le branchement électrique situé au TGBT du bâtiment 14. Le tableau sera conservé en place et maintenu en état jusqu'à la mise en service des installations électriques définitives.	3 - Gros Oeuvre
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer le raccordement des installations intérieures du bâtiment. Ils devront être implantés de façon à permettre l'utilisation de prolongateurs ne dépassant pas une longueur de 25m en tout point du bâtiment.	15 - Electricité – CFO
Les armoires fermeront à clefs. Les câbles chemineront en aérien. En cas d'impossibilité, les câbles cheminant au sol seront protégés mécaniquement et ne devront pas se trouver dans les circulations.	3 - Gros Oeuvre 15 - Electricité – CFO

3.4.13. Installations d'éclairage

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire d'ambiance des circulations communes. Cette installation sera prévue jusqu'à la fin de ses travaux.	15 - Electricité – CFO
L'éclairage au poste de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tous Corps d'état

3.4.14. Vérification réglementaire des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques feront l'objet d'une vérification initiale après réalisation de l'alimentation générale et de la mise en place de son infrastructure par un organisme accrédité. Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	3 - Gros Oeuvre 15 - Electricité – CFO
Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification établi par un organisme agréé conformément à l'arrêté du 26 décembre 2011 (vérifications initiales et périodiques). Une copie des rapports sera transmise au coordonnateur SPS, afin de s'assurer uniquement qu'aucune réserve n'aura été faite.	3 - Gros Oeuvre 15 - Electricité – CFO

3.4.15. Entretien des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation seront réalisés par chaque entreprise sur leurs installations respectives.	3 - Gros Oeuvre 15 - Electricité – CFO

3.4.16. Points d'eau et d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'alimentation en eau et l'évacuation EU des installations de chantier, selon les indications de raccordement du responsable du site.	3 - Gros Oeuvre
Depuis l'alimentation principale du chantier, fourniture et pose, de bornes de puisage réparties sur l'ensemble de l'opération.	13 - Plomberie – Sanitaire – ECS

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier**3.5.1. Planification et organisation des livraisons**

Dispositions prévues	A la charge de
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Tous Corps d'état
Chaque entreprise remettra au maître d'œuvre et à l'exploitant du site, une semaine à l'avance, ses prévisions de livraisons. Ceci afin de prévenir le poste de garde du site militaire, de sorte de prévoir l'ouverture et la fermeture du portail dédié au chantier.	Tous Corps d'état

3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
Les stockages extérieurs seront limités pendant toute la durée des travaux. Ils seront utilisés uniquement dans l'aire prévue à cet effet.	Tous Corps d'état
Le stockage, même provisoire, s'effectuera obligatoirement sur les aires parfaitement stabilisées. Les entreposages pour mise en œuvre ne devront en aucun cas être installés sur les circulations extérieures et intérieures ou aux entrées des bâtiments.	Tous Corps d'état
Les opérations de livraisons devront se faire dans la zone réservée au chantier, derrière les clôtures. Le déchargement se fera sous le contrôle d'un membre de l'entreprise recevant la livraison. En aucun cas une personne extérieure à l'entreprise ne doit pouvoir approcher la zone de déchargement. Toutes les mesures seront prises pour interdire l'accès sous les charges.	Tous Corps d'état

3.5.3. Manutentions et levages

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à son intervention, l'entreprise annexera dans son PPSPS le plan d'implantation des appareils de levage nécessaires à ses approvisionnements qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.	Tous Corps d'état
Avant l'installation d'une grue mobile ou d'un engin de levage, prendre connaissance de la résistance et de l'état des sols afin de s'assurer de la stabilité des engins.	Tous Corps d'état
Un guide de manœuvre sera mis en place pour guider les opérations de levage et écarter les autres intervenants de la zone de levage.	Tous Corps d'état
En cours de manutention, aucune charge n'empiétera l'espace des circulations maintenues accessibles aux piétons et véhicules du site. La zone de manutention devra être balisée pendant toute la durée de l'opération.	Tous Corps d'état

3.5.4. Moyens de levage propre à chaque lot

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise utilisera des moyens de levage propres. L'emprise, le planning d'utilisation et les modes opératoires de ces équipements seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.	Tous Corps d'état

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.6.1. Accès des véhicules et stationnement

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en œuvre.	Tous Corps d'état
Tous les autres véhicules stationneront sur les places aménagées dans la zone clôturée, réservée au chantier. L'accès au quartier des véhicules personnels ne sera pas autorisé.	Tous Corps d'état
Si des véhicules doivent pénétrer dans les zones accessibles au public, les manœuvres et déplacements se feront obligatoirement accompagnés d'un personnel à pied. Ce dernier aura pour rôle d'écarter les tiers de la proximité du véhicule et de guider le chauffeur. Il devra donc toujours être visible de celui-ci et le chauffeur doit obligatoirement respecter les ordres du chef de manœuvre.	Tous Corps d'état

3.6.2. Accès dans le bâtiment

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès dans le bâtiment se feront à partir des différentes portes situées sur les façades.	Tous Corps d'état
Afin de garantir la sécurité des déplacements du personnel, les accès au bâtiment feront l'objet d'aménagements spécifiques. Des dispositifs adaptés tels que des rampes ou des emmarchements provisoires seront installés par le lot n°3 pour compenser les différences de niveaux existant entre les cheminements extérieurs et les seuils des entrées du bâtiment. Ces installations feront l'objet d'un entretien constant et des adaptations selon l'évolution des besoins et des configurations du chantier, pendant toute la durée des travaux.	3 - Gros Oeuvre Tous Corps d'état

3.6.3. Accès dans les combles

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès dans les combles techniques se feront à partir d'un escalier provisoire de chantier, d'un échafaudage ou par tout autre moyen permettant un accès sécurisé. Compte-tenu des différentes interventions prévues dans les combles, la mutualisation d'un moyen d'accès sécurisé est à privilégier (à définir en réunion de préparation pour intégration au PGC).	Tous Corps d'état

3.6.4. Voie piétonne

Dispositions prévues	A la charge de
Les déplacements piétons se feront à partir des aménagements existant sur le site (enrobé).	Tous Corps d'état
Dans les zones de circulation piétonnes, des passerelles de franchissement sécurisées seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles.	1 - VRD

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de cheminements piétons devront être différenciées de celles des engins ou camions par une matérialisation physique.	3 - Gros Oeuvre

3.6.5. Voirie de chantier stabilisée - Bande de roulement périphérique aux bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Afin de permettre une intervention sécurisée à partir des échafaudages ou nacelles aux abords des façades, ceux-ci seront rendus et maintenus dégagés et nivelés.</p> <p>L'entreprise devra la réalisation des bandes de roulement périphériques au bâtiment. Ces bandes seront empierrées et compactées afin de permettre aux engins de levage et nacelles de circuler. L'entreprise devra l'entretien et la maintenance régulière des bandes de circulation, pendant toute la durée des interventions en façades.</p>	1 - VRD

3.6.6. Entretien des voies

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'entreprise devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier.</p> <p>L'entreprise devra prévoir, si nécessaire et à la demande du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'exploitant ou du coordonnateur SPS, le balayage mécanique des voiries.</p>	3 - Gros Oeuvre

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

3.7.1. Protection en rive des fouilles

Dispositions prévues	A la charge de
<p>La prévention des chutes de hauteur sera assurée par un dispositif de protection collective de type garde-corps rigide avec lisses et sous-lisses.</p> <p>L'implantation des garde-corps se fera en retrait de la tête de talus.</p>	1 - VRD

3.7.2. Protection des rives de dalles

Dispositions prévues	A la charge de
<p>La prévention des chutes de hauteur pourra être assurée par un dispositif de protection collective de type garde-corps rigide avec lisses, sous-lisses et plinthes.</p> <p>Le dispositif sera implanté en rive de dalle afin d'assurer la protection de l'ensemble des intervenants. Mise en place des garde-corps préalablement au ferrailage et au coulage des dalles.</p>	3 - Gros Oeuvre
<p>La prévention des chutes de hauteur pourra être assurée par des passerelles installées en périphérie des dalles.</p> <p>Les passerelles seront équipées d'un dispositif de protection collective contre le risque de chute.</p> <p>Le dispositif sera implanté au niveau de la rive de dalle afin d'assurer la protection de l'ensemble des intervenants .</p>	3 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
En plus d'assurer la protection des intervenants lors du ferrailage et du coulage des dalles, ce dispositif devra permettre d'assurer la protection, face au vide, des intervenants lors du montage de maçonneries ou la pose d'éléments préfabriqués types voiles béton.	3 - Gros Oeuvre

3.7.3. Protection des trémies et réservations

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les trémies et réservations de dalles seront protégées soit par des platelages, soit par des garde-corps provisoires. Ils seront posés au plus tôt à l'avancement des travaux.	3 - Gros Oeuvre
Pour les réservations protégées par la mise en place d'un dispositif d'obturation arasant le plancher ou dallage (platelage), celui-ci sera d'une épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et pouvant supporter le poids d'un homme. Fixation pour qu'aucune manœuvre involontaire ne déplace cette protection et ne puisse nuire à son efficacité (emboîtement, clouage).	3 - Gros Oeuvre

3.7.4. Protection des baies en façades

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur à partir des baies avec des allèges inférieures à 1,00m sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses. L'implantation du dispositif devra permettre la dépose puis la repose des menuiseries extérieures sans avoir à déposer le dispositif de protection, afin d'assurer la protection antichute des opérateurs.	3 - Gros Oeuvre 8 - Serrurerie – Menuiseries extérieures

3.7.5. Protection de rives en toiture terrasse

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur sera assurée par un dispositif de protection collective de type garde-corps rigides avec lisses, sous-lisses et plinthes. L'implantation du dispositif devra être étudiée afin de pouvoir être maintenu en place pour la réalisation des travaux d'étanchéité. Le choix du dispositif se fera en concertation avec l'entreprise d'étanchéité.	3 - Gros Oeuvre 6 - Toiture-terrasse
Les garde-corps bas maçonnés et acrotères seront complétés par des garde-corps provisoires conçus pour assurer une hauteur de protection supérieure à 1,00 mètre.	3 - Gros Oeuvre

3.7.6. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Toutes mesures sont prises pour éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire de dispositifs de protection collective pour éviter les chutes.</p> <p>Si cet enlèvement est nécessaire, le travail ne peut être entrepris et réalisé sans l'adoption préalable de mesures de sécurité compensatoires efficaces.</p> <p>Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, des dispositifs de protection collective sont mis en place pour éviter les chutes, assurant un niveau de sécurité équivalent.</p>	Tous Corps d'état
<p><u>Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir l'entreprise ayant mis en place la protection, - avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone, - assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen qui devra être défini dans son PPSPS, - rétablir la protection collective à la fin des travaux, - faire constater à l'entreprise responsable que la repose a été effectuée. 	Tous Corps d'état
<p>En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au maître d'ouvrage de faire intervenir l'entreprise responsable de la pose initiale pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.</p>	<p>Tous Corps d'état</p> <p>Maître d'ouvrage</p> <p>Maître d'œuvre</p> <p>3 - Gros Oeuvre</p>

3.7.7. Pose de garde-corps définitifs sur passerelles et planchers métalliques

Dispositions prévues	A la charge de
<p>La protection collective sera assurée par la pose des garde-corps définitifs en rive des ouvrages au fur et à mesure du montage des équipements et planchers métalliques.</p>	8 - Serrurerie – Menuiseries extérieures
<p>Privilégier l'assemblage des éléments (passerelles et garde-corps) au sol avant leur montage sur l'ouvrage.</p> <p>En cas d'impossibilité technique, prévoir un mode opératoire permettant l'installation sous couvert d'un dispositif de protection collective contre le risque de chute (à définir lors de l'inspection commune).</p>	8 - Serrurerie – Menuiseries extérieures

3.8. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

3.8.1. Gestion des déchets - Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>La centralisation commune des déchets n'est pas prévue sur cette opération. Chaque entreprise doit l'évacuation de ses propres déchets vers les déchetteries agréées.</p>	Tous Corps d'état

3.8.2. Bennes à gravais et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les entreprises qui souhaitent mettre en place des bennes à déchets, propres à leur intervention, devront en faire part au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS pour définir leur emplacement.</p> <p>Les entreprises en assureront le renouvellement autant que nécessaire, et avant que celles-ci ne débordent.</p>	Tous Corps d'état

3.8.3. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien.</p> <p>Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.</p> <p>En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.</p>	Tous Corps d'état

3.9. Mise en commun des moyens - Organisation des secours**3.9.1. Moyen d'alerte des secours**

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les numéros de téléphone d'urgence ainsi que les consignes d'alerte des secours sont à afficher dans la base vie de chantier, par le lot n°3</p> <p>Les principaux numéros à appeler sont le 15 pour le SAMU et le 18 pour les pompiers.</p>	3 - Gros Oeuvre
<p>Au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.</p>	Tous Corps d'état

3.9.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS.</p> <p><u>En cas d'accident :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les secours sont appelés immédiatement, - l'entreprise préviendra le jour même les différents organismes de prévention, l'exploitant du site, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité. 	Tous Corps d'état
<p>Les consignes de sécurité spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.</p>	Maître d'ouvrage Tous Corps d'état

3.9.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	Tous Corps d'état
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'état

3.9.4. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premiers secours pour son personnel.	Tous Corps d'état

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

4.1.1. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Les matériaux amiantés, repérés dans les rapports de diagnostics établis par BUREAU VERTIAS, ont fait l'objet d'un désamiantage préalablement aux travaux de démolition. Pour les travaux sur l'existant, en phase reconstruction, il n'a pas été repérés de matériaux amiantés dans les rapports de diagnostics.	Tous Corps d'état
Les travaux de réhabilitation ne pourront débuter sur une zone d'intervention qu'après remise des PV de mesures libératoires fournies par l'entreprise de désamiantage. En cas de découverte de matériaux amiantés non signalés dans le rapport de repérage, l'entreprise arrêtera immédiatement ses travaux, en informera le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS. Les travaux sur zone ne reprendront qu'après la réalisation du désamiantage complémentaire et la procédure libératoire.	Tous Corps d'état

4.1.2. Travaux de VRD

Dispositions prévues	A la charge de
Les interventions sur le site, entre les travaux de dévoiement de réseaux et les accès obligatoires pour les utilisateurs du site, seront aménagées de façon à garantir toute la sécurité. Des passerelles protégées seront positionnées pour enjamber les tranchées en cours. Tous les regards ou trous sur la chaussée seront clôturés avec de l'éclairage signalétique pour la nuit. Les zones en travaux hors circulation seront balisées.	1 - VRD
La protection collective sera assurée par le remblaiement des fouilles à l'avancement de la pose des réseaux.	1 - VRD
La protection collective sera assurée par le balisage des fouilles devant rester ouvertes en attente du remblaiement.	1 - VRD
Privilégier la découpe des éléments en béton ou en enrobé par voie humide pour éviter la production et propagation des fumées de poussières.	1 - VRD
La circulation piétonne sera assurée par l'installation de passerelles de franchissement sur les fouilles en attente des remblaiements.	1 - VRD
L'entreprise réalisera le balisage des massifs en béton avec leurs tiges de fixations dans l'attente de pose des équipements : candélabres, barrières etc.	1 - VRD
Pour toute tranchée ou excavation, commune à plusieurs lots et d'une profondeur supérieure de 1,30 m ou dans un terrain non stable, l'entreprise réalisant la tranchée devra la mise en place d'un système de blindage adapté à tous les types d'intervention prévue dans la tranchée. Le type de blindage sera défini en concertation avec l'ensemble des entreprises concernées par l'intervention dans la tranchée. Le blindage ne pourra être modifié qu'après accord de l'entreprise ayant assuré l'installation. L'entreprise aura en charge la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des interventions y compris des autres corps d'état.	1 - VRD

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place des tampons définitifs de fermeture dès la pose des chambres, des regards ou de la réalisation des fosses. En cas d'impossibilité de positionner le tampon définitif, protection par dispositif d'obturation arasant le regard ou la chambre (platelage) d'épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et pour supporter le poids d'un homme, ou d'un véhicule si l'équipement est positionné sur une voie de circulation.	Maître d'œuvre 1 - VRD
En présence de réseaux enterrés à proximité des zones d'intervention, l'entreprise devra faire réaliser la géolocalisation et le marquage des réseaux. L'entreprise Informera son personnel sur la localisation et les mesures de sécurité. L'entreprise devra maintenir le marquage piquetage pendant toute la durée des interventions.	1 - VRD
La circulation des engins de chantier, le chargement et le déchargement des véhicules de transport, se feront sous le contrôle d'un membre de l'entreprise intéressée.	1 - VRD
Les entreprises devront limiter au minimum toutes les opérations de manutention manuelle. Toutes les opérations qui pourront faire l'objet d'une assistance mécanisée simple seront préconisées. Exemple : pose de bordure interdite manuellement.	1 - VRD

4.1.3. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les fouilles en tranchées de plus de 1,30 m de profondeur seront protégées soit par la réalisation de pentes de talus appropriées, soit par un terrassement en escalier, soit par la mise en place d'un blindage.	1 - VRD

4.1.4. Travaux de fondations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise détaillera, dans une note de méthodologie, les modalités d'exécution et les mesures de sécurité qu'elle envisage de mettre en place. Cette note méthodologique sera annexée au PPSPS de l'entreprise. <u>Elle veillera en particulier à détailler les modalités suivantes :</u> - les moyens d'intervention mécaniques avec leur positionnement, - les mesures de protections collectives, notamment en partie supérieure de la paroi, - les moyens de pompage ou d'évacuation des eaux de ruissellement si nécessaire, - les dispositifs de renfort et d'étaie provisoire à installer sur les ouvrages existants mitoyens.	3 - Gros Oeuvre
Toutes les fouilles en cours de réalisation ou laissées en attente seront balisées par du grillage et des panneaux de clôture pour les fouilles profondes.	3 - Gros Oeuvre
Toutes les fouilles en tranchées de plus de 1,30 m de profondeur seront blindées.	3 - Gros Oeuvre
Toutes les fouilles profondes seront balisées, le coulage des bétons de fondations se fera à l'avancement.	3 - Gros Oeuvre
Les excavations seront balisées en retrait par treillis en plastique d'une hauteur de 1,00m.	3 - Gros Oeuvre
Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses.	3 - Gros Oeuvre

4.1.5. Reprises en sous-œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Les reprises en sous-œuvre ne pourront commencer tant que la méthodologie de mise en œuvre des travaux visant à la conservation des fondations et existants ne sera pas définie par la maîtrise d'œuvre ou un bureau d'étude de l'entreprise.	3 - Gros Oeuvre
Cette méthodologie devra notamment indiquer les mesures prises pour assurer la stabilité permanente des éléments dans lesquels seront réalisées les reprises en sous-œuvre. Les accès à la zone de travaux seront condamnés pendant toute la durée de l'intervention.	3 - Gros Oeuvre

4.1.6. Travaux de maçonnerie et de gros-œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera les accès des entreprises des lots techniques qui ont des incorporations à réaliser dans les planchers et les murs avant coulage du béton. L'entreprise n'acceptera l'intervention des lots techniques que sur autorisation du chef de chantier.	2 - Maçonnerie traditionnelle 3 - Gros Oeuvre

4.1.7. Protections collectives contre le risque de chute de hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
Les protections collectives doivent être conçues par l'entreprise de sorte que les travaux puissent toujours se réaliser à l'intérieur des protections collectives, de leur mise en place jusqu'à leur enlèvement. La méthodologie de mise en place et de démontage des protections collectives sera décrite dans le PPSPS de l'entreprise.	1 - VRD 2 - Maçonnerie traditionnelle 3 - Gros Oeuvre
Les garde-corps avec montants et tubes métalliques seront privilégiés. Les espacements des montants doivent être adaptés à la longueur des tubes pour assurer la continuité des garde-corps, y compris aux angles.	1 - VRD 2 - Maçonnerie traditionnelle 3 - Gros Oeuvre

4.1.8. Ouvrage avec risques de chute de hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
<u>Pour tous les ouvrages à risque de chute de hauteur, la protection collective sera assurée :</u> - soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m et comportant au moins : une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; une main courante ; une lisse intermédiaire à mi-hauteur ; - soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	Tous Corps d'état

4.1.9. Travaux de montage et de reprise de charpentes

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de montage ou reprise de la charpente devront être balisées avec interdiction à toutes les personnes étrangères à l'entreprise de pénétrer dans la zone.	4 - Charpente
Les interventions en hauteur se feront à partir de nacelles ou d'échafaudages selon la nature du sol sur la zone d'intervention.	4 - Charpente

4.1.10. Travaux de couverture

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès en toiture est à privilégier par une sapine ou un échafaudage installé en bas de pente. L'entreprise prévoira l'immobilisation de l'échafaudage jusqu'à la fin de ses travaux de toiture.	5 - Couverture
La protection collective sera assurée par la mise en place d'échafaudages de pieds implantés en façades. Les plateaux hauts de l'échafaudage seront positionnés en bas de pente au niveau des égouts de toit afin d'assurer le poste de travail et la protection antichute.	5 - Couverture
En l'absence de sécurisation périphérique depuis les échafaudages installés en façades, les protections collectives sur toute la périphérie des toitures seront installées avant pose de la charpente. A cet effet, il est demandé au lot gros-œuvre d'incorporer des fourreaux dans les voiles béton de façades pour permettre la fixation des consoles. Une concertation est à prévoir avec entre ces lots pour positionner les fourreaux.	5 - Couverture 4 - Charpente 3 - Gros Oeuvre
Les bandeaux et sous-face de toiture seront réalisés à l'aide d'un dispositif sécurisé par protection collective, tel que nacelle élévatrice ou échafaudage.	5 - Couverture

4.1.11. Travaux d'étanchéité

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur sera assurée par garde-corps rigide, avec lisses et sous-lisses, fixés sur potelets métalliques et installés au préalable par le lot n°3. Le dispositif installé devra permettre la réalisation des travaux d'étanchéité sans dépose du système de protection.	6 - Toiture-terrasse 3 - Gros Oeuvre

4.1.12. Echafaudages

Dispositions prévues	A la charge de
Pour le montage ou démontage des échafaudages, condamnation des espaces situés dans la zone de chute possible des matériels en cours d'installation par un balisage et une signalisation interdisant l'accès. Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chute de matériel.	Tous Corps d'état
Les échafaudages seront installés sur un sol dégagé et stabilisé.	Tous Corps d'état

4.1.13. Travaux de menuiseries extérieures

Dispositions prévues	A la charge de
Les joints d'étanchéité extérieurs devront toujours être réalisés depuis un niveau de poste de travail protégé contre le risque de chute de hauteur (types nacelle ou échafaudage par exemples).	8 - Serrurerie – Menuiseries extérieures

4.1.14. Travaux en façade - Enduits

Dispositions prévues	A la charge de
Afin de permettre une intervention sécurisée à partir des échafaudages aux abords des façades, ceux-ci seront rendus et maintenus dégagés et nivelés. L'entreprise de VRD devra la réalisation des bandes de roulement périphériques aux bâtiments. Ces bandes seront empierrées et compactées afin de permettre la pose des échafaudages en toute sécurité. L'entreprise devra l'entretien et la maintenance régulière des bandes de circulation, pendant toute la durée des interventions en façades.	1 - VRD 3 - Gros Oeuvre
Les entreprises utilisatrices devront la réception des bandes de roulement. En cas de difficultés particulières constatées elles en informeront l'entreprise réalisatrice, ainsi que la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS.	3 - Gros Oeuvre
La zone de préparation (malaxeur et stockage matériaux) sera installée à l'écart des entrées des bâtiments et des circulations. La zone sera balisée. Les eaux de gâchage et de nettoyage du malaxeur seront canalisées ou récupérées pour éviter les salissures du chantier par l'entreprise.	3 - Gros Oeuvre
Les sacs de produits, emballages et chutes de matériaux seront rassemblés et conditionnés au fur et à mesure dans la zone de préparation pour évacuation dans la benne de chantier au quotidien ou pour évacuation du chantier.	3 - Gros Oeuvre

4.1.15. Travaux de plâtrerie

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra prévoir les moyens mécaniques adaptés pour ses approvisionnements. Les approvisionnements devront se faire sans démontage des protections collectives. Préalablement au démarrage des approvisionnements, l'entreprise devra s'assurer de la charge admissible des planchers auprès du gros-œuvre ou de son bureau d'études. En cas d'incompatibilité de la charge admise avec les charges à approvisionner, l'entreprise devra la mise en place des moyens d'étalement complémentaires qui serait nécessaire.	7 - Cloisonnement – Doublages
L'entreprise devra prévoir les moyens mécaniques adaptés pour les approvisionnements par les escaliers.	7 - Cloisonnement – Doublages
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	7 - Cloisonnement – Doublages

4.1.16. Travaux des lots techniques

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant.	11 - Chauffage 12 - Ventilation 13 - Plomberie – Sanitaire – ECS 14 - Air comprimé 15 - Electricité – CFO 16 - Electricité – CFA
Pour faciliter les manutentions et en limiter les risques, mise au point à faire avec le maître d'œuvre et l'entreprise de couverture, pour effectuer l'approvisionnement du groupe de ventilation avant la fermeture de la toiture.	Maître d'œuvre 12 - Ventilation 5 - Couverture
Les incorporations dans les planchers et murs ne se feront que sur demande du lot n°3. L'accès aux zones d'incorporation ne se fera qu'en utilisant les accès aménagés par le lot n°3.	11 - Chauffage 12 - Ventilation 13 - Plomberie – Sanitaire – ECS 15 - Electricité – CFO 16 - Electricité – CFA 3 - Gros Oeuvre
L'ouverture des trémies et réservations dans les dalles se fera à l'avancement de la pose des réseaux, aucune ouverture anticipée ne sera admise pour éviter les chutes de plain-pied ou de hauteur.	11 - Chauffage 12 - Ventilation 13 - Plomberie – Sanitaire – ECS 15 - Electricité – CFO 16 - Electricité – CFA
L'entreprise prenant possession d'une trémie ou d'une réservation en dallage et plancher devra assurer la continuité de la protection vis-à-vis des autres intervenants jusqu'à sa sécurisation définitive.	11 - Chauffage 12 - Ventilation 13 - Plomberie – Sanitaire – ECS 14 - Air comprimé 15 - Electricité – CFO 16 - Electricité – CFA
La pose des réseaux sera privilégiée avant la fermeture des plafonds pour faciliter les manutentions et accès depuis la dalle inférieure avec pont roulant ou plateformes de travail.	Maître d'œuvre 11 - Chauffage 12 - Ventilation 13 - Plomberie – Sanitaire – ECS 14 - Air comprimé 15 - Electricité – CFO 16 - Electricité – CFA
Les tuteurs de sorties de fourreaux et réseaux sur dalles seront crossés à leur extrémité pour éviter les risques d'empalement en cas de chute de personne.	11 - Chauffage 12 - Ventilation 13 - Plomberie – Sanitaire – ECS 14 - Air comprimé 15 - Electricité – CFO 16 - Electricité – CFA

4.1.17. Travaux de revêtement de sols

Dispositions prévues	A la charge de
La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.	9 - Carrelage – Faïences

Dispositions prévues	A la charge de
Lors des travaux de ponçage des sols les équipements utilisés devront être équipés d'un dispositif de captage des poussières. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	9 - Carrelage – Faïences
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées. Pour les carrelages, les découpes seront faites sous voie humide. Les travaux de découpes à la disqueuse seront limités et faits à l'extérieur du bâtiment.	9 - Carrelage – Faïences

4.1.18. Travaux en hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
Les interventions en hauteur se feront à partir de plateformes de travail sécurisées contre le risque de chute. Les zones de travail présentant un risque de chute d'objets seront balisées au sol pour en détourner les passages.	Tous Corps d'état
Les portes et fenêtres risquant de renverser la plateforme seront condamnées et une signalétique interdisant la manœuvre sera prévue.	Tous Corps d'état
Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des plateformes de travail. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes de matériaux seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.	Tous Corps d'état

4.1.19. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les travaux par points chauds (soudure, brasure, disqueuse, ...) doivent être réalisés sous couvert d'un permis de feu. Le permis de feu est à demander à chaque intervention et sera délivré de façon journalière par le bureau prévention de l'établissement.	Tous Corps d'état
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasure, disqueuse, etc.) le poste de travail devra être équipé d'un extincteur et de protections PF, adaptés au risque et à l'environnement.	Tous Corps d'état

4.1.20. Utilisation de produits dangereux ou à risques

Dispositions prévues	A la charge de
L'utilisation de produits dangereux ou à risques doit obligatoirement être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS pour prendre les mesures de prévention adaptées.	Tous Corps d'état
L'entreprise doit fournir la fiche technique du produit employé ainsi que la fiche de données de sécurité éventuelle. Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit, pour son propre personnel mais également pour les autres personnes présentes à proximité. Ces mesures de sécurité devront apparaître dans le PPSPS de l'entreprise.	Tous Corps d'état

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

5.1.1. Plan Général de Coordination

Le maître d'ouvrage diffuse à chaque titulaire de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC à jour.

5.1.2. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur SPS les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, interlocuteur) des entreprises titulaire(s) de lot(s) qu'il aura retenues.

5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

Le titulaire d'un lot et ses sous-traitants doivent informer le coordonnateur SPS de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur(s) lot(s) au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/ du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur SPS les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, interlocuteur) des entreprises agréées.

5.1.4. Prestataires de services et travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

L'obligation de réaliser une inspection commune et d'établir un PPSPS pour les prestataires sera déterminée selon les trois critères cumulatifs suivants :

- Critère 1 : l'intervention présente un caractère obligatoire pour l'opération.
- Critère 2 : l'intervention est planifiable dans le temps.
- Critère 3 : l'intervention génère des risques exportés.

Tout prestataire appelé à intervenir sur le chantier devra, avant son intervention, faire l'objet d'une analyse conjointe avec son « donneur d'ordres ».

Cette analyse sera reprise sur la fiche de classification des prestataires (FCP en annexe de ce PGCSPPS) et transmise au CSPS et au maître d'ouvrage (3 semaines au plus tard avant l'intervention du prestataire) pour déterminer la nécessité de réaliser une inspection commune et d'établir un PPSPS selon les 3 critères précédents.

À défaut d'obligation de PPSPS, les prestataires dont l'intervention ne réunit pas les trois critères cumulatifs devront néanmoins intégrer leur analyse de risques dans le PPSPS de leur donneur d'ordre qui transmettra son avenant au CSPS et au maître d'ouvrage.

5.1.5. Présence de personnel étranger

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

5.1.6. Inspection commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise titulaire de lot(s) ou sous-traitante procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

Le titulaire d'un lot et ses sous-traitants devront prendre contact avec le coordonnateur SPS pour réaliser leur inspection commune avant le démarrage de leurs travaux et ce dans les 30 jours à partir de la réception de la signature de leur contrat par le maître d'ouvrage.

Ce délai peut être ramené à 8 jours pour les corps d'états du second œuvre, si leurs travaux ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers prévue à l'article L. 4532-8 du code du travail.

Le simple fait d'adresser un PPSPS au coordonnateur sécurité n'est pas suffisant pour commencer les travaux.

Dans l'ordre il convient de procéder d'abord à une inspection commune et ensuite seulement de réaliser le PPSPS qui reprendra dans le détail les mesures mises au point lors de l'inspection commune.

5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants son propre PPSPS.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPS sur le chantier.

Le titulaire d'un lot et ses sous-traitants diffusent chacun leur propre PPSPS au coordonnateur sécurité avant le démarrage de leurs travaux, et ce dans les 30 jours à compter de la réception de la signature de leur contrat par le maître d'ouvrage.

Ce délai peut être ramené à 8 jours pour les corps d'états secondaires lorsque leurs travaux ne figurent pas sur la liste de travaux comportant des risques particuliers prévue à l'article L. 4532-8 du code du travail.

Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

5.1.8. Définition des personnes autorisées

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

5.1.9. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leur obligation de sécurité de résultat à l'égard de leurs salariés.

Il veille à l'application des principes généraux de prévention, au respect des mesures définies dans le plan général de coordination, à la mise en œuvre des modes opératoires décrits par les entreprises dans les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé.

Conformément à l'article R. 4532-11 du code du travail, le coordonnateur SPS exerce ses missions sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

Sur accord du maître d'ouvrage, lorsqu'un danger grave et imminent est détecté lors des travaux, le coordonnateur SPS est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout, ou partie, du chantier.

Sur accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur a l'autorité de suspendre les tâches en cours en cas de manquement aux dispositions du présent document.

Sur accord du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS a l'autorité de faire quitter le chantier, à toute entreprise, titulaire et / ou sous-traitante, n'ayant pas réalisé l'inspection commune et/ou n'ayant pas transmis son PPSPS.

5.1.10. Registre journal

Une copie de chaque document rédigé par le coordonnateur SPS est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants concernés (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le Registre Journal est disponible sur demande écrite auprès du coordonnateur SPS, conformément aux dispositions de l'article R.4532-40 du Code du travail.

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Jeremy CHAINARD	Tél : 0648894640 Email : jeremy.chainard@socotec.com
Etabli le : 23/07/2025 Date de modification : 14/10/2025	Elements modifiés :

Partie à remplir par le CSPS:

Adresse chantier: QUARTIER BONAPARTE - 511 RT 21130 AUXONNE	
Contraintes horaires de livraisons : Prévenir au plus tard 48h à l'avance le poste de garde du site.	Horaires : 08h00 - 17h30 / 08h00 - 12h00 le vendredi.
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS) Absence de mutualisation de moyens de levage et de manutention. Chaque entreprise doit prévoir les moyens adaptés aux charges à réceptionner.	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) : Pour les besoins d'accès en dehors des horaires habituels, faire une demande dédiée au plus tard 1 semaine à l'avance. Le poste de garde détachera un personnel du site pour la gestion de l'ouverture et de la fermeture du portail dédié au chantier.	

Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :
Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

Projet de Plan d'installation de chantier avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)

Annexes :

1 Fiche de Classification des Prestataires.pdf

 SOCOTEC	ANNEXE AU PGCSPS Fiche de classification des prestataires	Date : 15/07/2025
-----------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------	----------------------

<i>Partie 1</i> <i>À renseigner par l'entreprise donneur d'ordres et à transmettre au CSPS et au Moa 3 semaines au plus tard avant le démarrage de la prestation</i>		
Opération		
Entreprise « Donneur d'ordres »		
Entreprise Prestataire		
Coordonnées	Responsable	
	Adresse	
	Téléphone	
	Mail	
Prestation à réaliser		
Zone d'intervention sur chantier		
Date de démarrage		
Durée de la prestation		
Effectif prévu		

	IDENTIFICATION DES RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
Risques exportés		

DOCUMENTS DE PREVENTION REMIS AU PRESTATAIRE PAR LE DONNEUR D'ORDRES :			
PGC et annexes transmis au prestataire	<input type="checkbox"/>	Plan Installation de Chantier remis au prestataire	<input type="checkbox"/>
PPSPS du titulaire remis et présenté au prestataire	<input type="checkbox"/>	Autre :	<input type="checkbox"/>

<i>Partie 2</i> <i>À renseigner par le CSPS - Choix proposé au Moa</i>	
Prestataire soumis à Inspection commune (IC) et PPSPS	<input type="checkbox"/>
Prestataire non soumis à IC/PPSPS : Analyse de risques à fournir au CSPS et à intégrer au PPSPS de son donneur d'ordre	<input type="checkbox"/>

REPRESENTANTS	NOMS	DATE	SIGNATURES	VISA CSPS
Entreprise Titulaire				
Entreprise Prestataire				

N° : SPSPDM/25/004 ind 0